Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 225

Artikel: Pour une Europe sociale : slogans et réalités
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1027651

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour une Europe sociale: slogans et réalités

Bonn a accueilli, à la fin de la semaine passée, les délégués au 9e Congrès des partis socialistes de la Communauté européenne. Ont été approuvées des thèses sur le thème « Pour une Europe sociale ».
Nous ne disposons pas encore du texte définitif, mais nous savons que les socialistes français, François Mitterand à leur tête, ont obtenu une réduction du chapitre consacré à la démocratisation de l'économie en Europe : « Pour des raisons tenant aux caractéristiques économiques et sociales de la France d'aujourd'hui, le Parti socialiste français estime que la marche vers la démocratie économique ne passe pas par la cogestion dans les entreprises privées ».

Au-delà de l'économie

Il conviendra d'attacher beaucoup d'attention, en Suisse aussi, à ce document. Le projet soumis aux délégués commence par l'affirmation générale suivante : « Les partis socialistes des pays de la Communauté européenne sont partisans d'une Europe unie. Ils pensent que cette Europe ne peut être qu'une Europe sociale. Dans tous les domaines de la politique européenne, il faut s'inspirer d'objectifs sociaux. Une politique purement économique et monétaire ne saurait être que fragmentaire si elle ne s'inspire pas des objectifs d'une union sociale européenne. L'amélioration des conditions de vie et de travail des Européens doit être le critère de toute action politique. »
Quelques thèmes abordés : le droit au travail, l'humanisation de l'environnement, la sécurité sociale en Europe, la démocratisation de l'économie en Europe, l'orientation sociale de la politique des revenus.
Le document se termine par un appel à la jeunesse et à tous les Européens à participer au combat pour une Europe sociale.

FACE A L'INITIATIVE DES QUARANTE HEURES, DE GRANDS MUETS

La longue semaine de l'ouvrier suisse

En Suisse romande, la campagne pour la semaine de quarante heures repose pour l'instant sur les seules épaules des membres de la Ligue marxiste révolutionnaire. Il y a une année, la Ligue marquait encore une légère hésitation lorsque le POCH (organisation progressiste de Bâle) cherchait un répondant romand pour l'initiative qu'il venait de lancer. Aujourd'hui, elle a engagé dans la lutte tout le poids de son organisation : les collages d'affiches succèdent aux distributions de tracts ; chaque quinze jours, « La Brèche », son porte-parole, fait le point de la campagne et des réponses qu'elle suscite.

De rares appuis

Elles sont rares, à vrai dire, de la part des principaux intéressés, des organisations de travailleurs et des mouvements politiques. L'accord POCH-LMR laissait explicitement une place aux partis du travail ; celui-ci, par l'intermédiaire d'un éditorial de la « Voix ouvrière », vient de préciser sa position ; l'initiative ne prévoyant pas la compensation automatique sur le plan des salaires des heures supprimées, il lui est impossible de l'appuyer. A part certaines sections romandes et tessinoises de la VPOD, aucune prise de position favorable n'est venue de la part des milieux syndicaux.

10 heures de plus que les Suédois

Pourtant le thème de la semaine de quarante heures ne manque ni d'intérêt ni d'actualité. L'ouvrier suisse est le travailleur d'Europe occidentale dont la semaine de travail est la plus longue (voir encadré). La différence avec la Suède, détentrice du record en la matière, est de plus de 10 heures et l'on vient de voir les métallurgistes italiens lancer une campagne en faveur de la semaine de 6 × 6 heures.
Bien que l'on manque de statistiques suisses sur le sujet, la situation, semble-t-il, diffère de secteur à secteur ; l'horaire doit être plus léger dans les administrations privées, alors que vendeurs et employés de l'hôtellerie subissent une semaine plus longue. Le récent contrat-type genevois pour les employés de maison prévoit une semaine de cinquante-cinq heures. Il est vrai que, dans ces trois derniers cas, il s'agit principalement de femmes et d'étrangers corvéables à merci.
Si l'objectif des quarante heures a été lancé par une organisation d'extrême-gauche, ce n'est pas seulement une question de position sur l'éventail politique, c'est aussi une question de génération. L'autonomie, la libre disposition de sa vie sont des revendications auxquelles les apprentis, les jeunes travailleurs sont particulièrement sensibles. Elles débouchent, nécessairement dans notre système de production, sur une diminution de la durée du travail. Alors que les vacances et leur augmentation peuvent devenir une nouvelle source d'aliénation — l'attente de ces trois ou quatre semaines permettant de traverser sans plainte le tunnel lugubre d'une année de travail — la réduction de l'horaire quotidien peut permettre une amélioration de la vie de tous les jours.
Lanterne rouge pour la durée effective du travail hebdomadaire, la Suisse est également le pays d'Europe occidentale où sa diminution a été la plus lente durant ces dix dernières années. Certains diront que le moment n'est peut-être pas le meilleur pour rattraper notre retard, alors que la tension sur le marché du travail est à son maximum. On peut tout d'abord admettre qu'un allègement de l'horaire ne va pas forcément de pair avec une baisse de la productivité dans la mesure où un horaire quotidien plus léger fatigue